

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 Toulon

Marseille, le 02/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES DE FRANCE**

Les carrières  
23250 Soubrebost

Références : D-UD83-2024-0228  
Code AIOT : 0006401997

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2024 dans l'établissement CARRIERES DE FRANCE implanté DOMAINE D'ORVES 83330 Évenos. L'inspection a été annoncée le 03/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'inspection réalisée le 02 décembre 2022, l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 13 mars 2023, de respecter certaines prescriptions réglementaires applicables. L'objet de l'inspection était de vérifier les suites données à l'arrêté de mise en demeure susvisé.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES DE FRANCE
- DOMAINE D'ORVES 83330 Évenos
- Code AIOT : 0006401997
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est exploitée depuis plus de vingt ans . Il s'agit d'une carrière de calcaires marbriers. La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 16 novembre 2018 pour une durée de 30 ans avec une quantité annuelle maximale de 8 000 tonnes de matériaux bruts. L'exploitant actuel est la société CARRIERE DE FRANCE.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	suivi d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.5.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
3	Mesures d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.5.2.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
4	remise en état	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.4.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
5	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.4.3.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
7	suivi annuel	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 8.4.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	bornage	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.1.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	rétention	Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 7.4.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les délais fixés dans l'arrêté de mise en demeure du 13 mars 2023 sont aujourd'hui largement dépassés et la société Carrières de France n'a toujours pas pris toutes les mesures nécessaires à la mise en conformité de ses installations. Certaines non-conformités sont à nouveau constatées dont certaines concernent la remise en état progressive ou la protection de la biodiversité. Des sanctions administratives sont proposées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, bornage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 02/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/05/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"><li>- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;</li><li>- le cas échéant, des bornes de nivellement.</li></ul> Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b>  Le bornage du périmètre autorisé est en place. Un plan de bornage est fourni
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Suivi d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.5.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, suivi exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 02/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/09/2023</li></ul>

<b>Prescription contrôlée :</b>
L'exploitant évaluera les mesures de réduction et d'accompagnement préconisées lors des 3 premières années d'exploitation (n+1) et (n+3). Le suivi de la remise en état permettra d'adapter les mesures préconisées selon les premiers résultats constatés.
<b>Constats :</b>
L'évaluation des mesures de réduction et d'accompagnement lors des 3 premières années d'exploitation (n+1) et ( n+3) n' a pas été réalisée
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b>

### N° 3 : Mesures d'accompagnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Biodiversité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/05/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>- mise en place d'une rampe sur les bassins artificiels pour faciliter la sortie des espèces prises au piège et menacées de noyade ;</p> <p>- création d'une mare. Celle-ci sera réalisée pour favoriser le développement des espèces d'insectes (odonates en particulier), des espèces d'amphibiens (rainette méridionale) et des autres taxons de manière générale (flore, avifaune, chauves-souris, reptiles, etc.).</p> <p>Elle devra être en pente douce avec des zones plus profondes, de préférence hors emprise de la demande d'autorisation, à proximité du hangar actuel étant donné la nature du sol. La revégétalisation se fera de manière spontanée.</p> <p>Cette mare ne devra pas être équipée de bâches ou autres dispositifs artificiels pour retenir l'eau. Une couche d'argile, d'une épaisseur de 30 à 50 cm est préconisée pour retenir au maximum l'eau.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les rampes dans les bassins sont absentes et la mare n'a pas été créée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b>

**N° 4 : Remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 02/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/09/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La remise en état doit être réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation et aux plans annexés au présent arrêté.</p> <p>Globalement, la remise en état du site consiste en un remblaiement partiel permettant de redonner au site un usage naturel et agricole à la fois.</p> <p>Elle doit être coordonnée à l'exploitation, conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté.</p> <p>L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les premières phases de remise en état prévues n'ont pas été réalisées conformément aux plans annexés à l'arrêté d'autorisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b>

**N° 5 : Remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 2.4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 02/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/09/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le merlon présent à gauche, en arrivant sur la carrière, sera modelé de façon à obtenir une pente plus douce et le sommet de la butte paysagère sera arrêté à 102 NGF contre 104 NGF actuellement. La végétalisation de ce merlon se fera progressivement de manière naturelle avec des espèces endémiques au site lors de la première phase d'exploitation.</p>

<p>Les blocs marbriers impropres à la commercialisation actuellement stockés au Sud de la carrière en dehors du périmètre autorisé, seront utilisés dans le cadre de la remise en état de la phase 1 sous forme concassés (taille maximale 0,5 m* 0,5 m * 0,5 m).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le merlon à gauche, en arrivant sur la carrière, n'a pas été modelé de façon à obtenir une pente plus douce ni revégétalisé.</p> <p>Les blocs marbriers impropres à la commercialisation actuellement stockés au Sud de la carrière en dehors du périmètre autorisé n'ont pas été utilisés dans le cadre de la remise en état de la phase 1 sous forme concassés étant donné que la phase 1 de remise en état n'a pas été réalisée</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Astreinte</p>
<p><b>Proposition de délais :</b></p>

#### N° 6 : Rétention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 7.4.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/05/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels lors du ravitaillement des engins est présente .</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2018, article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, rapport annuel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 13/05/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre d'autorisation sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;</li> <li>- les limites du périmètre d'extraction ;</li> <li>- les bords de la fouille ;</li> <li>- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,</li> <li>- l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...) des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;</li> <li>- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>- le positionnement des fronts ;</li> <li>- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.</li> </ul> <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de stériles, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année, les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus- nommé.</p> <p>Le rapport annuel d'exploitation comprend également le bilan des mesures réalisées, conformément au programme d'autosurveillance des retombées de poussières défini à l'article 8.2.1.1 du présent arrêté. Les valeurs mesurées sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1<sup>er</sup> février à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant n'a pas fourni de rapport annuel d'activité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b>